

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/11/Add.11**

2 janvier 1997

(97-0112)

---

**Groupe de travail des règles de l'AGCS**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

### Réponse au questionnaire sur les marchés publics de services

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande de l'Australie.

#### I. REGIMES EXISTANTS DE PASSATION DES MARCHES

##### Définition

#### **1. Quelle est la définition des marchés publics qui est utilisée pour remplir ce questionnaire?**

L'expression marché public désigne l'ensemble du processus par lequel les organismes publics acquièrent, auprès de fournisseurs extérieurs, les ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur tâche et administrer leurs programmes. Ces ressources sont notamment les suivantes:

- tous les types de conseils et de services professionnels;
- les services de construction et les services connexes;
- la formation du personnel du Commonwealth;
- les services destinés aux entreprises de services publics;
- le crédit-bail et la location-exploitation, y compris la location de matériel et de biens immobiliers, ainsi que l'achat pur et simple.

Les marchés publics comprennent aussi la sous-traitance de fournitures et de services qui provenaient jusque-là de sources internes. Ces services peuvent se rapporter à l'exécution de programmes, par exemple les services aux lignes, ou à l'appui aux programmes, par exemple le nettoyage des bureaux ou d'autres services de gestion immobilière.

##### Structure administrative

#### **2. Comment sont administrées les activités dans le domaine des marchés publics? Prière d'indiquer l'identité de tous organismes centraux de passation des marchés et leurs responsabilités respectives.**

L'Australie est une fédération. Outre le gouvernement fédéral ou gouvernement du Commonwealth, elle compte six gouvernements d'Etats et deux gouvernements de Territoires du Commonwealth. Le troisième niveau de gouvernement est l'administration locale.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats et Territoires ont chacun leurs propres législations, politiques et procédures en matière de marchés publics. Il n'y a pas de réglementation nationale en la matière. Le gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats et Territoires et le gouvernement néo-zélandais sont toutefois parties à un accord relatif aux marchés publics, en vertu duquel ils se sont engagés:

- à supprimer la discrimination entre eux dans le domaine des marchés publics;
- à coordonner leur action en vue d'améliorer et d'uniformiser les pratiques et procédures de passation des marchés publics.

L'organisme principal chargé de faire appliquer cet accord intergouvernemental est le National Supply Group (NSG), composé de hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral, des gouvernements des Etats et Territoires et du gouvernement néo-zélandais, qui a été mis en place pour étudier les questions générales de stratégie relatives aux marchés et à l'approvisionnement du secteur public.

Le NSG est chargé de promouvoir les objectifs de l'Accord sur les marchés publics et notamment de favoriser le rapprochement des pratiques et des méthodes de passation des marchés.

A. Marchés publics du gouvernement fédéral

i) Structure administrative

Au gouvernement fédéral, la gestion des marchés publics est très décentralisée, de sorte que chaque organisme est responsable de ses propres marchés dans le cadre d'une politique générale des marchés publics et de recommandations sur les meilleures méthodes et techniques à appliquer. Ce cadre est défini dans les *Commonwealth Procurement Guidelines* (Directives du Commonwealth relatives aux marchés publics), publiées par le Ministre des services administratifs au titre de la *Loi de 1901 sur la vérification des comptes* et du Règlement financier.

Ces directives sont actuellement au nombre de 13:

1. Optimisation de l'emploi des ressources
2. Concurrence ouverte et effective et publication officielle des informations sur les marchés publics
3. Respect de l'éthique et négociations équitables
4. Planification des marchés publics
5. Utilisation des marchés par étapes
6. Utilisation des cahiers des charges
7. Négociation
8. Gestion du risque
9. Suivi des résultats
10. Critères relatifs aux décisions de passation des marchés
11. Connaissance du marché
12. Fournitures australiennes et néo-zélandaises
13. Passation des marchés de services de conseil

Ces directives sont actuellement revues en vue d'une nouvelle publication sous forme d'une synthèse actualisée.

Le gouvernement attend aussi des entreprises publiques, si elles n'en sont pas expressément dispensées, qu'elles se conforment à cette politique, sauf en ce qui concerne les obligations de publication officielle et les arrangements relatifs aux besoins courants.

Ces arrangements sont des offres permanentes portant sur les moyens informatiques et les fournitures et services généraux, obtenues par Purchasing Australia pour les fournitures d'usage courant nécessaires à tous les organismes du Commonwealth.

ii) Organismes centraux de passation des marchés

Plusieurs entités du gouvernement fédéral ont des responsabilités et des fonctions dans le domaine des marchés publics.

Ministère des services administratifs

En vertu des décrets sur les dispositions administratives, le Ministère des services administratifs est chargé de coordonner la politique en matière de marchés publics civils. Les services du Ministère qui ont des responsabilités centrales dans ce domaine sont les suivants:

*Purchasing Australia*

Purchasing Australia administre le cadre établi par le gouvernement fédéral pour les marchés publics et la vente des marchandises excédentaires et joue un rôle essentiel dans son élaboration en association avec d'autres organismes publics. Il élabore les *Commonwealth Procurement Guidelines* publiées par le Ministre des services administratifs.

Les autres services et aides mis à la disposition des organismes contractants du Commonwealth sont les suivants:

- les arrangements relatifs aux besoins courants: Purchasing Australia gère ces arrangements pour le compte des autres organismes. Ils portent sur les moyens informatiques et d'autres fournitures et services d'usage courant;
- l'Office of Government Information and Advertising (OGIA): cet organisme fournit des conseils et une aide en matière de publicité, d'études de marché, de relations publiques, de planification stratégique, de commercialisation et de politique d'information gouvernementale ainsi qu'au sujet du contenu et de la régularité des documents imprimés destinés au public. Il gère les dispositions centralisées concernant la publicité au niveau du Commonwealth;
- vente des marchandises excédentaires;
- assistance pour la passation des marchés;
- mise en place du commerce électronique pour les marchés publics du Commonwealth;
- formation des acheteurs et initiatives visant à développer la formation et à en améliorer la qualité;
- publications et autres documents contenant des recommandations relatives aux marchés publics.

Purchasing Australia apporte aussi une assistance aux fournisseurs grâce aux mécanismes suivants:

- un programme d'aide aux fournisseurs, qui aide les petites et moyennes entreprises à accéder aux marchés fédéraux en mettant en contact fournisseurs et organismes contractants, en diffusant des informations et en facilitant l'amélioration des compétences. Ce programme consiste aussi à organiser des salons où les fournisseurs et les responsables des marchés publics peuvent se rencontrer et établir des relations, ainsi qu'à diffuser des informations et à produire des publications, telles que le *Guide to the Government Marketplace*, pour aider les fournisseurs dans leurs négociations avec les pouvoirs publics;
- le Government Electronic Marketplace Service (GEMS), qui diffuse des informations sur Internet au sujet des appels d'offres lancés par les gouvernements australien et néo-zélandais, des dates des ventes aux enchères publiques de marchandises excédentaires, d'une série de documents sur la politique du gouvernement australien en matière de marchés publics et des marchés spéciaux.

#### *Public Works Policy Group*

Le Public Works Policy Group (PWPG) aide les organismes à mettre en oeuvre la politique relative aux travaux publics. Il les encourage à appliquer les meilleures méthodes pour la passation des marchés de travaux publics et de services connexes et aide à améliorer constamment ces méthodes.

Le PWPG se compose d'un Comité consultatif, présidé par le secrétaire du Ministère des services administratifs, avec des spécialistes représentant des organismes publics, l'industrie de la construction et les syndicats, et d'un secrétariat établi au bureau du Ministère à Canberra.

#### Autres organismes centraux de passation des marchés

##### *National Procurement Board*

Le National Procurement Board (NPB) contrôle l'efficacité du cadre de passation des marchés publics et en rend compte; il joue un rôle essentiel en veillant à ce que tous les organismes appliquent la politique définie par le gouvernement.

Le NPB, dirigé par un président indépendant, se compose de représentants de l'industrie, des syndicats et de divers ministères. Il est secondé par un secrétariat établi au Ministère des services administratifs à Canberra.

#### **B. Marchés publics des Etats et Territoires**

On ne dispose pas d'informations sur la structure administrative mise en place par les divers Etats et Territoires pour la passation des marchés publics. Leurs organismes centraux de passation des marchés sont énumérés ci-dessous.

Nouvelle-Galles du Sud: L'Office de contrôle des marchés publics (State Contracts Control Board), institué par la *Loi de 1988 sur la gestion du secteur public (fournitures et services)*, est chargé de la réglementation des marchés passés par le gouvernement de l'Etat.

Australie-Méridionale: L'Office d'approvisionnement de l'Etat (State Supply Board) est chargé d'administrer les marchés publics de l'Etat.

Australie-Occidentale: En vertu de la *Loi de 1991 sur la Commission des approvisionnements de l'Etat*, ladite commission (State Supply Commission) est chargée de la passation de tous les marchés publics de l'Etat.

Queensland: Le Conseil des marchés publics du Queensland (Queensland State Purchasing Council) est chargé d'administrer les marchés publics de l'Etat.

Victoria: L'Office des marchés publics du Victoria (Victorian Government Purchasing Board) est chargé d'administrer les marchés publics de l'Etat.

Tasmanie: La Division des achats et des ventes du Département du Trésor et des finances est chargée d'administrer les marchés publics de l'Etat.

Territoire du Nord: Le Département des relations avec l'Asie, du commerce et de l'industrie est chargé d'administrer les marchés publics du Territoire.

Territoire de la capitale australienne: L'Office des approvisionnements et des soumissions (Supply and Tender Agency) du Territoire est chargé d'appliquer la politique des marchés publics dans le Territoire.

#### Lois et réglementations en vigueur

**3. a) Prière d'indiquer les lois, règlements, règles, directives, décrets, décisions et autres mesures régissant les marchés publics. Quel en est le champ d'application? En particulier, prière de mentionner les exemptions qui pourraient exister. Prière d'indiquer succinctement le contenu de chacune de ces mesures.**

#### Généralités

L'Accord relatif aux marchés publics de 1986 est un accord administratif qui a été signé par tous les Etats australiens et la Nouvelle-Zélande. Il interdit aux parties d'appliquer entre elles des préférences, ainsi que toute forme de discrimination quant à l'origine des fournitures et des services. Il fait actuellement l'objet d'un réexamen.

#### A. Lois et réglementations du Commonwealth

Le régime applicable aux marchés publics du Commonwealth est principalement défini par la *Loi de 1901 sur la vérification des comptes* et par le Règlement financier établi en vertu de cette loi.

Le Règlement financier impose aux organismes qui passent des marchés les obligations suivantes:

- tenir compte des *Commonwealth Procurement Guidelines* publiées par le Ministre des services administratifs;
- choisir des méthodes de passation des marchés propres à favoriser une concurrence ouverte et effective;
- publier à la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette* les adjudications et les offres permanentes d'une valeur supérieure à 2 000 dollars;

- ne pas passer un marché s'ils ne sont pas certains de ne pas pouvoir obtenir un meilleur rapport qualité-prix.

Législation/réglementations exemptant les organismes de suivre les méthodes normales de passation des marchés publics

Le Règlement financier autorise le secrétaire du ministère chargé des marchés de fournitures à décider par écrit que les détails relatifs aux marchés ou aux offres permanentes qui, à son avis, sont exemptés au titre de la *Loi de 1982 sur la liberté d'information* ne doivent pas être publiés dans la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette* (Bulletin officiel des appels d'offres).

**b) Le régime de passation des marchés fait-il une distinction entre marchés de fournitures et marchés de services? Dans l'affirmative, de quelle manière les règles s'appliquent-elles dans le cas de marchés combinés comportant à la fois des fournitures et des services?**

Il n'y a pas de réglementation distincte pour les marchés de fournitures et les marchés de services au niveau du Commonwealth.

**B. Lois et réglementations des Etats et Territoires**

D'une manière générale, les lois et réglementations des Etats et Territoires imposent la mise en concurrence, l'optimisation de l'emploi des ressources et la transparence des marchés publics. La mise en concurrence est obligatoire pour les marchés d'une valeur supérieure à certains seuils (voir section 5B).

Les lois et réglementations suivantes s'appliquent aux marchés publics passés par les Etats et Territoires:

Nouvelle-Galles du Sud: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi de 1988 sur la gestion du secteur public (fournitures et services)*.

Australie-Méridionale: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi de 1985 sur les approvisionnements de l'Etat*.

Australie-Occidentale: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi de 1991 sur la Commission des approvisionnements de l'Etat*.

Queensland: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi sur l'administration financière et la vérification des comptes*. Les normes en matière de finances publiques publiées en vertu de cette loi disposent que la politique de l'Etat en matière de marchés publics doit être respectée.

Victoria: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi d'amendement de 1994 sur la gestion financière*.

Tasmanie: Le texte qui régit les marchés publics de l'Etat est la *Loi sur la gestion financière et la vérification des comptes*.

Territoire du Nord: Le texte qui régit les marchés publics du Territoire est *la Loi sur l'administration financière et la vérification des comptes*.

Territoire de la capitale australienne: Le texte qui régit les marchés publics du Territoire est *l'Ordonnance sur la vérification des comptes du Territoire de la capitale australienne (1989)*.

#### Distinction entre marchés de fournitures et marchés de services

Il n'y a pas, à notre connaissance, de réglementation distincte pour les marchés de fournitures et les marchés de services dans les Etats et Territoires.

Toutefois, les marges de préférence applicables aux marchés des Etats et Territoires en vertu de l'Accord relatif aux marchés publics ne concernent que les marchandises et les services connexes et ne s'appliquent donc pas aux marchés qui ne portent que sur des services (voir section 9B).

#### Procédures de passation des marchés appliquées

##### A. Procédures de passation des marchés appliquées dans le Commonwealth

#### **4. a) Quelles procédures sont suivies dans le processus de passation des marchés?**

La politique du gouvernement fédéral en matière de marchés publics met l'accent sur l'optimisation de l'emploi des ressources grâce à une concurrence ouverte et effective, sur le respect de l'éthique et le caractère équitable des négociations, sur la responsabilité, et sur la complémentarité avec les autres politiques gouvernementales, notamment la politique de développement industriel.

Les pratiques et les procédures de passation des marchés visent à permettre l'acquisition, au meilleur rapport qualité-prix, des fournitures et des services destinés aux programmes gouvernementaux sur la base d'une comparaison des coûts et des avantages sur l'ensemble du cycle de vie des programmes.

Le principe fondamental qui régit les marchés publics du Commonwealth est la concurrence ouverte et effective, qui permet d'appliquer diverses méthodes de passation des marchés. A cette fin, la procédure doit être transparente; elle doit notamment permettre à tous les fournisseurs intéressés de soumissionner et faciliter l'accès des petits fournisseurs ou de nouveaux fournisseurs.

Les directives générales permettent aux organismes de choisir entre les procédures d'appel d'offres ouvertes, restreintes ou sélectives. Le Commonwealth ne prescrit pas la méthode à employer et ne fixe pas le nombre minimal d'offres à solliciter. Les besoins et les situations varient et la personne chargée de choisir la méthode de passation des marchés doit examiner chaque cas séparément.

La décision doit tenir compte des besoins et de la situation du marché au moment considéré. L'examen de ces facteurs permet de déterminer:

- si un appel d'offres ouvert est justifié;
- s'il est possible de faire jouer la concurrence en limitant l'appel d'offres à des fournisseurs connus ou qualifiés/agréés;
- si une procédure de gré à gré est préférable.

**b) Dans quelles circonstances des procédures différentes sont-elles utilisées? Par exemple, si la méthode utilisée dépend de la valeur du marché, les valeurs de seuil devraient être indiquées.**

D'une manière générale, les procédures à appliquer dans les marchés publics ne dépendent pas du montant du marché. Toutefois, les marchés supérieurs à 100 000 dollars ou qui sont particulièrement complexes ou sensibles doivent être traités par le service des achats de l'organisme concerné, pour que les personnes qui passent le marché aient les compétences nécessaires.

**c) Quels sont les délais pour la présentation des soumissions?**

Aucune politique générale au niveau du Commonwealth ne fixe de délais pour la présentation des soumissions. Cela est laissé à l'initiative des organismes publics.

**B. Procédures de passation des marchés des Etats et Territoires**

Les procédures de passation des marchés des Etats et Territoires suivent généralement celles du Commonwealth dans le sens où elles mettent l'accent sur l'optimisation de l'emploi des ressources grâce à une concurrence ouverte et effective, sur le respect de l'éthique et le caractère équitable des négociations et sur la responsabilité. Toutefois, elles tendent à être plus contraignantes en ce qui concerne les modalités. Tous les Etats et Territoires imposent un appel d'offres public pour les marchés d'une valeur supérieure à certains seuils (voir section 5B).

Il n'existe pas de délai uniforme pour la présentation des soumissions. Les décisions sur ce point sont habituellement laissées à l'initiative des organismes concernés, mais elles doivent reposer sur une évaluation raisonnée du délai dont les soumissionnaires ont besoin pour répondre à un appel d'offres compte tenu de sa complexité.

Publicité concernant les invitations à soumissionner

**5. a) De quelle manière les marchés envisagés sont-ils rendus publics? Les invitations à soumissionner sont-elles rendues publiques? Dans l'affirmative, dans quelles publications et dans quelles langues?**

Prescriptions en matière de publication

Toutes les possibilités d'obtenir des marchés publics, notamment les sollicitations de déclarations d'intérêt, les invitations à soumissionner, les avis de qualification des fournisseurs, les invitations à soumettre des propositions, etc., doivent être publiées dans la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette*.

Les organismes peuvent en outre passer des avis dans d'autres publications, par exemple dans les colonnes d'appels d'offres des journaux et des revues professionnelles. Ils doivent respecter les modalités arrêtées par le Commonwealth en matière de publication, c'est-à-dire faire appel aux services de l'intermédiaire désigné par celui-ci.

Tous les appels d'offres publiés dans la Gazette sont également diffusés sous forme électronique par l'Australian Government Publishing Service (AGPS) à travers le Government Electronic Marketplace Service (GEMS).

La langue employée est l'anglais.



La publication des appels d'offres dans la Gazette n'est pas obligatoire lorsque la procédure se limite à la consultation d'un ou de quelques fournisseurs ou de fournisseurs agréés inscrits sur une liste établie à la suite d'un processus de sélection qui a fait l'objet d'un avis public.

Les entreprises publiques et les autres organismes qui ne sont pas financés par le budget du Commonwealth ne sont pas tenus de publier leurs avis dans la Gazette.

**b) L'ampleur et la forme de la publicité diffèrent-elles selon les procédures d'appel d'offres utilisées et/ou selon la valeur du marché?**

L'obligation de publier les appels d'offres de l'administration fédérale n'est pas liée au montant du marché. Le critère déterminant est la décision de passer un appel d'offres public.

**c) Quels sont les détails du marché envisagé qui sont normalement rendus publics? Y a-t-il un ensemble minimum de renseignements qu'il faut rendre publics? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Les renseignements à publier dans la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette* sont les suivants:

Portefeuille  
Ministère ou organisme  
Subdivision  
Numéro de référence  
Description générale et quantités à acquérir  
Position dans la Classification des produits et des services  
Centre de documentation auprès duquel le dossier ou les informations relatives au projet peuvent être obtenus  
Point d'information commerciale (nom et numéro de téléphone)  
Point d'information technique (nom et numéro de téléphone)  
Date de clôture

**d) La documentation complète relative à l'appel d'offres est-elle obtenue contre paiement? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions et d'indiquer comment ce paiement est fixé.**

En général, le dossier d'appel d'offres est gratuit. La décision éventuelle de le faire payer et le montant demandé sont laissés à l'initiative de l'organisme public. Lorsqu'un paiement est exigé, il sert essentiellement à couvrir le coût d'élaboration et de distribution du dossier.

**e) Des moyens électroniques sont-ils utilisés pour annoncer les possibilités de marchés? Quelle est la nature des systèmes qui sont en place? Des dispositions différentes en matière de passation des marchés sont-elles applicables aux marchés annoncés de cette manière? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Tous les marchés annoncés dans la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette* sont aussi diffusés par le Government Electronic Marketplace Service (GEMS). Le GEMS est un service électronique qui diffuse des informations sur Internet concernant les appels d'offres des gouvernements australien et néo-zélandais, les dates des ventes aux enchères publiques de marchandises excédentaires, une série de documents concernant la politique d'achat du gouvernement australien et les marchés spéciaux. Son adresse est la suivante: <http://www.gems.gov.au>.

Le GEMS diffuse aussi des informations sur certaines adjudications afin d'aider les fournisseurs dans leurs études de marché. On est en train de créer des passerelles permettant d'accéder aux appels d'offres lancés par les gouvernements des Etats.

Le GEMS permet d'accéder aux services électroniques des Etats et Territoires disponibles sur Internet.

Toutes les demandes d'information concernant le GEMS peuvent être envoyées à l'adresse suivante: gems@das.gov.au.

B. Gouvernements des Etats et Territoires

La publication des possibilités de marché qui sont du ressort des Etats et Territoires est soumise aux règles ci-après:

Nouvelle-Galles du Sud: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 50 000 dollars sont publiés dans la presse locale (*Sydney Morning Herald*).

Australie-Méridionale: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 10 000 dollars pour les organismes publics et 20 000 dollars pour le secteur parapublic sont publiés dans la presse locale (*Adelaide Advertiser*).

Australie-Occidentale: Il y a appel d'offres public lorsque la valeur estimative des fournitures ou des services dépasse 50 000 dollars. Tous les marchés d'une valeur supérieure à 50 000 dollars sont publiés au moins dans la rubrique *ad hoc* d'un journal à grande diffusion (le *West Australian*).

Queensland: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 100 000 dollars sont publiés dans la *Queensland Government Procurement Gazette*.

Victoria: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 50 000 dollars sont publiés dans la presse locale (*The Age* et *Herald Sun*).

Tasmanie: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 50 000 dollars sont publiés dans la presse locale (*The Mercury* et *The Examiner*). Les marchés sont aussi publiés, s'il y a lieu, dans la presse nationale.

Territoire du Nord: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 10 000 dollars doivent être publiés dans la *Northern Territory Government Gazette*.

Territoire de la capitale australienne: Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 50 000 dollars sont publiés dans le journal local (*Canberra Times*).

Publication dans les médias électroniques

Les Etats et Territoires offrent les services ci-après pour la publication des marchés dans les médias électroniques:

Le gouvernement du Territoire de la capitale australienne publie les marchés dans son bulletin électronique local BASIS. Il s'agit d'un programme d'appels d'offres consultable en direct qui relie les responsables des marchés aux fournisseurs du Territoire et du sud de la Nouvelle-Galles du Sud. Ce système n'est pas connecté à Internet.

Le gouvernement du Victoria publie quelques appels d'offres sur son site Internet *Tenders on Line*, dont l'adresse est la suivante: <http://www.vicnet.net.au/tenders/>.

Des informations générales sur les marchés publics de l'Etat sont disponibles sur le site Internet de l'Office des marchés publics du Victoria à l'adresse suivante: <http://www.vgpb.vic.gov.au>.

Le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud publie des marchés sur son site Internet, *NSW Government Business Opportunities*, à l'adresse suivante: <http://www.dpws.nsw.gov.au/tenders/>.

Comme on l'a indiqué à la section 5A, le GEMS est relié aux services électroniques des Etats et Territoires disponibles sur Internet.

Prescriptions énoncées concernant les fournisseurs potentiels

A. Marchés publics du Commonwealth

**6. a) Existe-t-il des prescriptions en matière d'enregistrement, de résidence ou autres concernant les fournisseurs potentiels?**

Le gouvernement fédéral n'impose aux fournisseurs potentiels aucune condition en matière d'enregistrement ou de résidence.

Toutefois, il a mis en place un système de fournisseurs agréés au titre duquel seuls les fournisseurs capables de démontrer qu'ils s'attachent à respecter les normes mondiales les plus rigoureuses en matière de qualité, de service et de valeur ajoutée à long terme en Australie et en Nouvelle-Zélande peuvent fournir des moyens informatiques et des machines de bureau importantes dans le cadre des arrangements relatifs aux besoins courants.

**b) Quelle est la nature de toutes conditions de participation exigées des fournisseurs, par exemple garanties financières, réputation commerciale et qualifications techniques? Les conditions de participation varient-elles selon la nature du processus de passation et/ou la valeur du marché envisagé?**

Tous les fournisseurs nationaux qui emploient plus de 100 personnes doivent appliquer la *Loi de 1986 en faveur des groupes désavantagés (égalité des chances en matière d'emploi pour les femmes)*.

Au-delà du critère général de la concurrence ouverte et effective, les responsables des marchés doivent s'assurer que le fournisseur retenu offrira le meilleur rapport qualité-prix. Les marchés simples passés avec des fournisseurs établis et réputés ne nécessitent pas l'évaluation des capacités de ces derniers. En revanche, une évaluation détaillée sera faite lorsque le marché est passé avec des fournisseurs inconnus ou porte sur des biens ou des services complexes et coûteux. En pareil cas, l'organisme contractant peut faire appel à ses propres techniciens et spécialistes financiers ou aux services d'une organisation spécialisée.

Les critères d'évaluation varient selon les besoins et sont laissés à la discrétion de l'organisme contractant. Les objectifs généraux de l'évaluation sont les suivants:

- déterminer la capacité des fournisseurs de répondre aux besoins indiqués (compétence technique, capacité disponible, expérience dans le domaine, personnel possédant les qualifications requises, stabilité financière, capacités de gestion);

- déterminer les risques qui pourraient empêcher la réalisation des objectifs essentiels du marché;
- s'assurer de l'efficacité et de la fiabilité du fournisseur dans la réalisation de projets analogues dans les secteurs public ou privé;
- déterminer les points forts et les points faibles des différents fournisseurs dans le cadre de l'évaluation des soumissions;
- mettre en évidence les domaines auxquels les organismes doivent prêter une attention particulière en passant le marché, par exemple le développement des industries australiennes et néo-zélandaises;
- déterminer pour chaque fournisseur les questions et les priorités essentielles à considérer dans la négociation et la gestion du marché.

#### Garanties financières

Les garanties financières sont généralement fixées par les organismes gouvernementaux. Il s'agit de garanties bancaires ou de retenues de garantie visant à assurer l'exécution du marché dans les délais prévus.

**c) Existe-t-il des listes de fournisseurs agréés? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures permettant de vérifier la capacité des entreprises qui demandent à figurer sur les listes de soumissionnaires? Les listes de fournisseurs agréés, s'il en existe, sont-elles régulièrement revues/mises à jour?**

Le gouvernement fédéral a mis en place des mécanismes généraux qui tiennent lieu de listes de fournisseurs agréés:

- Les arrangements relatifs aux besoins courants, qui sont des offres permanentes faites par des entreprises pour la fourniture de marchandises et de services à des conditions négociées d'avance et à des prix convenus. Avant de retenir un fournisseur, il faut arrêter avec lui des points tels que les conditions de paiement, les conditions de livraison, les barèmes de remises et toutes les autres modalités du marché. Ces arrangements portent sur la plupart des besoins courants des ministères et font l'objet d'un suivi permanent destiné à vérifier que les fournisseurs respectent les normes fixées.
- Le système des fournisseurs agréés, au titre duquel seuls les fournisseurs capables de démontrer qu'ils s'attachent à respecter les normes mondiales les plus rigoureuses en matière de qualité, de service et de valeur ajoutée à long terme en Australie et en Nouvelle-Zélande sont habilités à fournir des moyens informatiques et des machines de bureau importantes dans le cadre des arrangements relatifs aux besoins courants. Cette liste est revue tous les deux ans.

#### **B. Marchés des Etats et Territoires**

Les procédures de passation des marchés des Etats et Territoires suivent généralement celles du Commonwealth dans le sens où elles mettent l'accent sur la concurrence ouverte et effective comme principe fondamental de la sélection des fournisseurs.

Elles prévoient certaines marges de préférence indiquées à la section 9B.

Critères d'évaluation des offres et d'adjudication

A. Marchés publics du Commonwealth

**7. a) Quels sont les critères qui sont pris en considération pour l'adjudication des marchés? Les critères pour l'adjudication des marchés sont-ils communiqués à l'avance aux fournisseurs potentiels?**

Le principe fondamental sur lequel reposent les marchés publics du Commonwealth est l'optimisation de l'emploi des ressources publiques. Aucun critère d'adjudication n'est fixé au niveau central. Les organismes déterminent leurs propres critères en fonction du marché à passer. Toutefois, des recommandations générales sont données en matière d'optimisation de l'emploi des ressources.

Pour chaque marché, les organismes du Commonwealth:

- évaluent la capacité des fournisseurs qui ont présenté des offres;
- évaluent chaque offre en demandant éventuellement des éclaircissements aux soumissionnaires sur la base exclusive des critères qui leur ont été notifiés;
- déterminent l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix.

L'organisme détermine le meilleur rapport qualité-prix par les moyens suivants:

- il détermine ou vérifie la compétence, la viabilité et la capacité du soumissionnaire;
- il confirme que les fournitures offertes sont conformes à certaines prescriptions, notamment en matière de conformité au besoin et de livraison;
- il compare le coût et l'utilité sur l'ensemble du cycle de vie;
- il évalue et prévoit les risques;
- il veille à éviter les frais inutiles.

L'évaluation doit être sérieuse, loyale et sans parti pris, et les organismes doivent observer les principes de confidentialité et de probité tout au long du processus.

**b) La passation des marchés est-elle soumise à des dispositions relatives aux opérations de compensation, par exemple prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, prescriptions relatives au transfert de technologies et prescriptions en matière d'échanges compensés?**

Il n'y a aucune prescription relative à la teneur en éléments d'origine nationale ni préférence pour les fournisseurs locaux dans le cas des marchés à caractère général. Toutefois, les organismes contractants sont tenus d'étudier les capacités des industries australiennes et néo-zélandaises et d'offrir aux fournisseurs des conditions de concurrence loyale.

Le gouvernement a quelques programmes de développement industriel, notamment le Programme d'achats civils de compensation et le Programme de partenariats pour le développement, présentés ci-après.

Le Commonwealth et les Etats et Territoires ont signé en 1988 l'Accord sur le Programme d'achats civils de compensation, qui a pour but de favoriser le développement industriel et technologique australien en dotant le pays d'industries compétitives au niveau international. Cet accord établit une préférence pour des programmes de compensation à long terme qui ne sont pas directement liés à tel ou tel marché public mais offrent un maximum d'avantages à l'industrie locale.

Le Commonwealth a abandonné la politique de compensation dans le domaine civil en 1992, et les Etats et Territoires, tout en restant signataires de l'Accord, ne procèdent plus qu'occasionnellement à des compensations. Cet accord n'est plus guère appliqué, même s'il continue à servir de cadre aux Etats qui appliquent encore des programmes de compensation. Il sert aussi d'accord-cadre pour le Programme de partenariats pour le développement dans le secteur de l'informatique et des télécommunications sur le plan international.

Le Programme de partenariats pour le développement et les Arrangements à durée déterminée visent à inciter les sociétés internationales opérant en Australie dans le domaine de l'informatique et des télécommunications à faire appel aux compétences et aux ressources australiennes. Les partenaires sont encouragés à développer leurs activités en entreprenant dans le pays des activités de développement industriel qui portent sur le long terme, revêtent un intérêt stratégique pour le partenariat et offrent de solides perspectives commerciales. Ils sont incités à rechercher des produits, des services et des savoir-faire d'origine australienne qui offrent des perspectives internationales et présentent un intérêt mutuel.

Les sociétés réalisant, dans le cadre de marchés publics en Australie, un chiffre d'affaires annuel supérieur à 40 millions de dollars dans le domaine de l'informatique et des télécommunications sont invitées à signer un accord de partenariat pour le développement. Celles dont le chiffre d'affaires est inférieur et qui souhaitent faire reconnaître leur engagement à l'égard du développement industriel peuvent conclure un arrangement à durée déterminée. Les deux formules s'adressent à toutes les entreprises, qu'elles soient australiennes ou étrangères.

Les sociétés qui ont conclu un accord de partenariat pour le développement ou un arrangement à durée déterminée et qui remplissent leurs obligations de façon satisfaisante sont considérées comme ayant fait la preuve de leur engagement d'investir et de développer leurs activités en Australie. Les activités et les investissements des sociétés partenaires doivent s'inscrire dans leur stratégie mondiale. Les activités doivent concerner les domaines suivants: recherche-développement, exportation, facilitation des exportations, transfert de technologie, formation, investissement stratégique et investissement de capitaux à risque. Sont aussi reconnus comme activité de développement industriel l'établissement d'un siège régional en Australie et l'exportation des services d'un siège régional.

**c) La préférence est-elle donnée à des entreprises ou groupes d'entreprises particuliers? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Aucune préférence n'est donnée à des entreprises ou groupes d'entreprises particuliers.

**d) Les critères en matière de passation des marchés diffèrent-ils selon le secteur ou le domaine de l'économie?**

Comme on l'indique à la section B ci-dessous, certaines marges de préférence s'appliquent aux marchés passés par les Etats et Territoires. Elles sont détaillées à la section 9B.

**e) Quelle est la marge de choix ou d'appréciation laissée à l'autorité contractante? De quoi l'éventuelle marge d'appréciation laissée à l'autorité contractante dépend-elle?**

Comme on l'a indiqué à la section 1 ci-dessus, la gestion des marchés publics du Commonwealth est très décentralisée. Chaque organisme est libre de gérer ses propres marchés dans le cadre défini au niveau central par la politique en matière de marchés publics et les recommandations sur les meilleures pratiques et techniques à appliquer.

**B. Marchés publics des Etats et Territoires**

Les Etats et Territoires ont leurs propres législations, politiques et procédures en matière de marchés publics, qui sont généralement conformes à celles du Commonwealth dans le sens où elles mettent l'accent sur l'optimisation de l'emploi des ressources grâce à une concurrence ouverte et effective. Il y a toutefois des différences concernant les marges de préférence (voir section 9B).

Divulgarion des offres reçues et des adjudications

**A. Marchés publics du Commonwealth**

**8. a) De quelle manière les soumissions sont-elles reçues, enregistrées et ouvertes?**

Les offres reçues sont traitées comme des informations commerciales confidentielles, selon le principe de l'accès sélectif (en fonction des besoins). Elles sont conservées cachetées et en lieu sûr jusqu'au moment fixé pour l'ouverture des plis. Les organismes du Commonwealth doivent avoir arrêté des procédures pour la réception, la conservation, l'ouverture, l'enregistrement, le traitement et l'archivage des offres.

Les soumissions tardives sont normalement refusées. Le traitement des déclarations d'intérêt et des documents analogues est plus souple car les risques liés à une présentation tardive ne sont pas aussi grands que pour une soumission ou un devis.

Après la date de clôture, les organismes publics n'ont plus le droit de solliciter des offres auprès des fournisseurs qui n'ont pas soumissionné.

**b) Les entités sont-elles tenues de rendre publics les détails des marchés adjudgés et/ou d'aviser les soumissionnaires non retenus?**

Les organismes du Commonwealth sont tenus de publier dans la *Purchasing and Disposals Gazette* les détails de toutes les adjudications portant sur des fournitures à acheter ou à utiliser en Australie lorsque le montant estimatif total du marché est égal ou supérieur à 2 000 dollars, ainsi que les détails des offres permanentes.

Tout engagement de fourniture peut tenir lieu d'adjudication, par exemple, un contrat oral ou écrit, un bail, une opération payée au moyen d'une carte de crédit professionnelle ou une commande. Sont compris les marchés passés dans le cadre d'une offre permanente, par exemple les commandes de services, les commandes périodiques et les marchés de fournitures agréés au niveau national ou autre pour des fournitures d'usage courant, ainsi que les marchés périodiques, les marchés de services et les contrats d'entretien.

Les informations à publier sont les suivantes:

Portefeuille  
Ministère ou organisme  
Subdivision  
Numéro de référence  
Description des fournitures  
Valeur (en dollars australiens)  
Marché périodique (le cas échéant)  
Entrepreneur (fournisseur)  
Position dans la Classification des produits et des services

**c) Les entités sont-elles tenues de rendre publiques, ou de communiquer aux soumissionnaires non retenus, les raisons pertinentes pour lesquelles leur soumission a été rejetée?**

Tous les fournisseurs qui présentent une offre ont le droit d'être informés sur la suite qui y a été donnée.

Cette information comprend généralement les motifs du rejet des soumissionnaires non retenus. Elle peut aussi aider les fournisseurs qui ont remporté précédemment des marchés du Commonwealth et qui veulent savoir comment ils ont été évalués par rapport aux critères afin d'améliorer encore leurs performances.

## **B. Procédures de passation des marchés des Etats et Territoires**

D'une manière générale, les procédures des Etats et Territoires relatives au traitement des offres correspondent à celles du Commonwealth exposées ci-dessus. Il existe toutefois quelques différences concernant en particulier les modalités d'ouverture des plis dans certains Etats.

### *Réception des offres*

Les offres reçues sont traitées comme des informations commerciales confidentielles, selon le principe de l'accès sélectif.

Elles sont conservées cachetées et en lieu sûr jusqu'au moment fixé pour l'ouverture des plis. Les organismes des Etats et Territoires ont des procédures de réception, conservation, ouverture, enregistrement, traitement et archivage des offres.

Les soumissions tardives sont normalement refusées. Après la date de clôture, les organismes publics n'ont plus le droit de solliciter des offres auprès des fournisseurs qui n'ont pas soumissionné.



### *Ouverture des plis*

La procédure d'ouverture des plis est laissée à l'initiative de chaque organisme. La procédure normale consiste à réunir un Comité de dépouillement des soumissions comprenant au moins deux membres, qui procède à l'ouverture des plis et à l'établissement de la liste dans un bureau d'accès réservé. Les plis sont parfois ouverts en public lorsque les marchés portent sur des montants élevés.

### *Notification du résultat de l'appel d'offres*

La procédure normale pour les gouvernements des Etats et Territoires consiste à informer officiellement les soumissionnaires retenus. En ce qui concerne les soumissionnaires non retenus, ils peuvent être informés de diverses façons: au moyen d'avis publiés dans la presse locale pour les marchés d'une valeur supérieure à un seuil déterminé et/ou au moyen d'avis placés sur les panneaux d'affichage public des organismes chargés des marchés.

### *Prescriptions en matière d'information*

Normalement, un compte rendu est communiqué aux fournisseurs non retenus qui en font la demande. Il indique généralement les motifs du rejet.

### Traitement accordé aux services et/ou aux fournisseurs nationaux et étrangers

**9. Quels sont les lois, règlements, procédures ou pratiques en vertu desquels les services et/ou les fournisseurs nationaux bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé aux services et/ou aux fournisseurs étrangers, ou les services et/ou les fournisseurs d'un Membre bénéficient d'un traitement plus favorable que ceux d'un autre Membre? Prière d'indiquer de quelle manière un traitement plus favorable est éventuellement accordé. Prière d'indiquer également la définition pratique du terme "national" s'agissant des services et des fournisseurs nationaux.**

#### **A. Marchés publics du Commonwealth**

Le principe fondamental qui régit les marchés publics du Commonwealth est la concurrence ouverte et effective. Il n'y a, pour les marchés à caractère général, aucune prescription relative à la teneur en éléments d'origine nationale ni préférence pour les fournisseurs locaux qui entraînerait pour les services et/ou fournisseurs nationaux un traitement plus favorable que celui accordé aux services et/ou aux fournisseurs étrangers, ou pour les services et/ou fournisseurs d'un Membre un traitement plus favorable que celui accordé à ceux d'un autre Membre.

#### **B. Marchés publics des Etats et Territoires**

Dans les Etats et Territoires, lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise, des marges de préférence sont appliquées au moyen d'une majoration visant les éléments non originaires de ces pays.

Ces marges sont les suivantes:

Nouvelle-Galles du Sud	<p>En vertu d'une politique de préférence intérieure, une marge de 2,5 à 5 pour cent est appliquée lorsque les offres ou les soumissions proviennent de certaines parties de la Nouvelle-Galles du Sud et que le soumissionnaire retenu en l'absence de préférence aurait été une entreprise de la région métropolitaine de la Nouvelle-Galles du Sud ou une entreprise étrangère (sauf les entreprises de Nouvelle-Zélande).</p> <p>Une marge de préférence de 20 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Australie-Méridionale	<p>Une marge de préférence de 20 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Australie-Occidentale	<p>Une marge de préférence de 10 pour cent est appliquée aux produits fabriqués en Australie-Occidentale en dehors de la région métropolitaine, jusqu'à concurrence de 100 000 dollars.</p> <p>Une marge de préférence de 10 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Victoria	Néant
Queensland	<p>Une marge de 20 pour cent est prévue au titre de la politique de développement industriel pour les marchés d'informatique. Le gouvernement du Queensland fait savoir que cette compensation s'applique à tous les soumissionnaires quel que soit leur Etat d'origine et qu'il ne s'agit pas d'une marge de préférence à proprement parler.</p> <p>Une marge de préférence de 20 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Tasmanie	<p>Une marge de préférence de 10 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Territoire du Nord	<p>Une marge de préférence de 10 pour cent est appliquée lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs indiquent que leurs offres contiennent des éléments d'origine australienne ou néo-zélandaise.</p>
Territoire de la capitale australienne	Néant.

Procédures pour entendre et examiner les plaintes/recours

**10. Quelles sont les procédures, s'il en existe, auxquelles peuvent avoir recours les parties, nationales et étrangères, pour déposer des plaintes contre l'adjudication d'un marché? Prière de fournir des renseignements détaillés.**

Aucun régime particulier d'examen des plaintes ni de recours en matière de marchés publics n'est prévu à l'échelle du Commonwealth, mais il existe plusieurs voies de recours.

Plaintes générales

Les fournisseurs qui contestent des procédures ou des décisions en matière de marchés publics ont droit à une audition équitable de la part de l'organisme public. Celui-ci doit entendre les plaintes courantes conformément aux procédures qu'il a prévues pour les plaintes en général. Souvent les différends entre organismes contractants et fournisseurs peuvent se régler à l'amiable.

Tout fournisseur peut déposer une plainte auprès du *Médiateur du Commonwealth* au sujet des actions ou des décisions d'un organisme contractant qu'il juge erronées, injustes, illicites, discriminatoires ou déloyales. Si le médiateur juge la plainte justifiée, il peut recommander l'une des solutions suivantes:

- présentation d'excuses;
- réexamen ou modification de la décision;
- modification des règles ou procédures de l'organisme;
- indemnisation du préjudice causé par la décision ou l'action de l'organisme;
- modification de la loi qui est à l'origine du différend.

L'organisme n'est pas tenu d'accepter la solution recommandée mais, s'il ne donne pas suite aux recommandations qui lui sont faites, le Médiateur peut en informer le Premier Ministre, puis le Parlement.

Plaintes auprès de l'organisme désigné

Aux termes de l'Accord relatif aux marchés publics, un fournisseur peut déposer une plainte auprès de l'organisme désigné (Designated Body) pour violation de l'Accord par les organismes du Commonwealth. (Actuellement, l'organisme désigné est le Ministère des services administratifs.)

Selon les principales dispositions de l'Accord relatives aux recours, les parties doivent permettre l'accès sans discrimination des fournisseurs et produits australiens et néo-zélandais à leurs marchés publics et faire jouer au maximum la concurrence.

Si l'organisme désigné ne peut régler le différend de façon satisfaisante, la plainte est renvoyée devant le National Supply Group. Si celui-ci ne peut trouver une solution, la plainte peut faire l'objet d'un examen au niveau ministériel. Aucune prescription n'impose la suspension de la procédure de passation du marché en cas de plainte.

B. Procédures des Etats et Territoires

Un fournisseur peut déposer une plainte auprès d'un organisme contractant de l'Etat ou du Territoire au sujet d'une décision relative à un marché public. S'il n'est pas satisfait de la réponse de l'organisme, la plainte peut être portée devant le ministre compétent du gouvernement de l'Etat ou du Territoire.

Tout fournisseur peut aussi déposer une plainte auprès du Médiateur de l'Etat ou du Territoire au sujet des actions ou des décisions d'un organisme qu'il juge erronées, injustes, illicites, discriminatoires ou déloyales. Les compétences de ce Médiateur sont généralement analogues à ceux du Médiateur du Commonwealth.

II. PARTICIPATION A DES ACCORDS PLURILATERAUX, REGIONAUX ET/OU BILATERAUX

**11. Le Membre est-il partie à des accords plurilatéraux, régionaux et/ou bilatéraux comportant des dispositions relatives aux marchés publics? Dans l'affirmative, prière d'indiquer les dispositions pertinentes.**

Le gouvernement australien a signé *l'Accord entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande relatif aux marchés publics (1991)* qui a pour objet de supprimer toute discrimination entre les parties dans le domaine des marchés publics. Les parties sont le gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats et Territoires et le gouvernement néo-zélandais.

III. IMPORTANCE ECONOMIQUE DES MARCHES DE SERVICES

**12. a) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur le nombre et la valeur des marchés de services:**

- à la fois globalement et par secteur;
- par origine des services et des fournisseurs.

**b) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur:**

- la part des marchés de services dans l'ensemble des marchés;
- la part des marchés de chaque service dans la production nationale totale de ce service;
- la part des marchés de chaque service dans la consommation intérieure totale de ce service.

La consommation intérieure totale s'entend de la somme de la consommation publique et privée ou de la somme de la production nationale et des importations nettes (c'est-à-dire importations moins exportations) du service en question.

Le tableau ci-après contient les statistiques disponibles sur le nombre et la valeur des marchés publics de services et des autres types de marchés publics passés par le gouvernement fédéral pour les exercices budgétaires 1990 à 1995.

# ANNEXE I

## Marchés publics du Commonwealth par secteur\*

1990/91 à 1994/95\*\*

Exercice	Secteur primaire	Secteur manufacturier	Services	Total général
	(en millions de dollars)			
1990/91	49,7	4 999,7	1 439,2	6 488,6
	0,77%	77,50%	22,18%	100%
1991/92	31,2	2 576,8	1 666,1	4 273,3
	0,73%	60,28%	38,99%	100%
1992/93	24,9	1 730,7	2 420,7	4 176,3
	0,60%	41,44%	57,96%	100%
1993/94	13,2	2 432,6	5 214,6	7 660,4
	0,17%	32,09%	68,78%	100%
1994/95	13,7	3 107,2	4 448,3	7 581,1
	0,18%	40,99%	58,68%	100% *
*Ce total inclut des marchés non ventilés d'un montant total de 11,9 millions de dollars, soit 0,15 pour cent.				

\*Tableau établi par l'Electronic Commerce Office de Purchasing Australia au moyen de données tirées de la base de données de l' Australian Government Publishing Service, constituée à partir de la *Commonwealth (Purchasing and Disposals) Gazette*.

\*\*Ces statistiques incluent les montants publiés dans la Gazette pour les adjudications et les offres permanentes. Les montants relatifs aux offres permanentes ne sont que des estimations de ce qui sera dépensé au titre de l'offre. Les statistiques sont incomplètes car les appels d'offres inférieurs à 2 000 dollars ne sont pas publiés dans la Gazette et les pourcentages indiqués ne tiennent pas compte de certains services qui n'ont pas fait l'objet de procédures officielles de passation des marchés (par exemple l'électricité, une partie des télécommunications, les loyers et les services postaux).

## B. Statistiques relatives aux marchés publics des Etats et Territoires

Aucune statistique sur les marchés publics de services passés par les Etats et Territoires n'est disponible.